



Assemblée générale

Distr. limitée
28 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Deuxième Commission

Point 20 e) de l'ordre du jour

Développement durable : application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Projet de résolution déposé par la Rapporteuse de la Commission, Aida Hodžić (Bosnie-Herzégovine), à l'issue de consultations sur le projet de résolution A/C.2/67/L.17

Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 66/201 du 22 décembre 2011 et les autres résolutions relatives à l'application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique¹,

Rappelant également le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons »² dans lequel elle s'est dite convaincue de l'importance économique et sociale considérable d'une bonne gestion des terres, y compris des sols, notamment de sa contribution à la croissance économique, à la biodiversité, à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire, à l'élimination de la pauvreté, à l'autonomisation des femmes, à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration de la quantité d'eau disponible, et a souligné que la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse sont des problèmes qui revêtent une dimension mondiale et constituent toujours de sérieux obstacles au développement durable de tous les pays, en particulier des pays en développement, souligné également les problèmes particuliers que doivent affronter l'Afrique, les pays les moins avancés et les pays

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° 33480.

² Résolution 66/288, annexe.



en développement sans littoral, constaté avec une profonde inquiétude les conséquences dévastatrices des sécheresses et famines cycliques en Afrique, notamment dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel, et appelé à une action urgente sous forme de mesures à court, moyen et long terme à tous les niveaux,

Rappelant que les participants à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable estiment qu'il faut agir sans tarder pour inverser le processus de dégradation des sols et, à cet effet et dans le cadre du développement durable, s'employer à porter un coup d'arrêt au phénomène de dégradation des sols à l'échelon mondial, ce qui devrait permettre de favoriser la mobilisation de ressources financières auprès de sources publiques et privées très diverses,

Préoccupée par les conséquences dévastatrices des phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent les régions arides, semi-arides et subhumides sèches et qui sont caractérisés par des épisodes prolongés et récurrents de sécheresse et d'inondations, par la fréquence et la gravité croissantes des tempêtes de poussière et de sable et par leurs conséquences négatives pour l'environnement et l'économie,

Soulignant la nécessité de promouvoir la gestion durable des terres et des forêts et la remise en état des terres dégradées afin de lutter contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse,

Faisant observer qu'éviter l'aggravation de la dégradation des sols tout en procédant à la remise en état des terres dégradées est de la plus haute importance si l'on veut assurer la sécurité alimentaire des pauvres des zones rurales et leur accès à l'énergie et à l'eau,

Notant la nécessité d'une coordination et d'une coopération renforcées à tous les niveaux entre les Parties, ainsi qu'entre les secrétariats de la Convention sur la lutte contre la désertification, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques³ et de la Convention sur la diversité biologique⁴, compte dûment tenu de leurs mandats respectifs,

Soulignant le caractère intersectoriel de l'atténuation de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse, y compris ses dimensions économique, sociale et environnementale, et, à cet égard, invitant tous les organismes compétents des Nations Unies à coopérer avec le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour concourir à la recherche d'une solution effective à ces problèmes,

Rappelant sa réunion de haut niveau sur la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté,

Se félicitant de la convocation à Fortaleza (Brésil), du 4 au 7 février 2013, de la deuxième Conférence scientifique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui aura pour thème « L'évaluation économique de la désertification, la gestion durable des terres et la résilience des zones arides, semi-arides et subhumides sèches »,

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

⁴ Ibid., vol. 1760, n° 30619.

Saluant les efforts que déploient les secrétariats de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de l'Organisation météorologique mondiale, de concert avec plusieurs organismes et bureaux des Nations Unies, les organisations internationales et régionales, et les principaux organismes nationaux, en vue d'organiser une réunion de haut niveau sur les politiques nationales de lutte contre la sécheresse, à Genève en mars 2013,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 66/201 et l'application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique⁵;

2. *Engage* les États Membres à agir sans tarder pour inverser le processus de désertification, de dégradation des sols et de sécheresse avec, le cas échéant, l'aide du système des Nations Unies, des organisations régionales et internationales compétentes, des organismes multilatéraux, des grands groupes et autres parties prenantes;

3. *Réaffirme* qu'elle est déterminée à prendre des mesures concertées aux niveaux national, régional et international, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification¹, pour surveiller, à l'échelle mondiale, la dégradation des sols et remettre en état les terres dégradées dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, et à soutenir et renforcer l'application de la Convention et du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer sa mise en œuvre (2008-2018), notamment grâce à la mobilisation en temps voulu de ressources financières suffisantes et prévisibles, note qu'il importe d'atténuer les effets de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse, notamment grâce à la préservation et à la création d'oasis, à la remise en état des terres dégradées et à l'amélioration de la qualité des sols et de la gestion de l'eau, afin de contribuer au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, encourage à cet égard les partenariats et initiatives d'importance indéniable destinés à préserver les ressources en terres, et préconise le renforcement des capacités, la mise en œuvre de programmes de vulgarisation et d'études et initiatives scientifiques visant à faire mieux connaître et comprendre les avantages économiques, sociaux et environnementaux des politiques et pratiques de gestion durable des terres;

4. *Souhaite* que, dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, toute l'attention voulue soit accordée à la question de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse;

5. *Souligne* qu'il importe de continuer à mettre au point et appliquer des méthodes et des indicateurs reposant sur une base scientifique, qui soient rationnels et applicables à tous les groupes sociaux pour surveiller et évaluer l'ampleur de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse, et que les efforts en cours sont essentiels pour promouvoir la recherche scientifique conformément à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification;

6. *Souligne également* que les efforts en cours sont essentiels pour renforcer la base scientifique sur laquelle reposent les activités menées pour combattre la désertification et la sécheresse dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur

⁵ A/67/295.

la lutte contre la désertification et, dans ce contexte, prend acte de la décision prise par la Conférence des Parties à la Convention, à sa dixième session, de constituer un groupe de travail spécial chargé d'analyser plus avant les moyens concrets de fournir à ses parties des conseils scientifiques sur l'atténuation de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse, compte étant tenu de la nécessité d'assurer une représentation régionale équilibrée;

7. *Rappelle* la nécessité de coopérer, notamment d'échanger des informations sur le climat, la météorologie et les systèmes de prévision et d'alerte rapide concernant la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse ainsi que les tempêtes de poussière et de sable aux niveaux mondial, régional et sous-régional et, à cet égard, invite les États et les organismes compétents à agir dans ce sens;

8. *Note* l'importance que revêtent la participation de la société civile et des autres parties prenantes aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention et de ses organes subsidiaires conformément au règlement intérieur de la Conférence ainsi que la participation de ces parties prenantes à la mise en œuvre de la Convention et de son plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer sa mise en œuvre;

9. *Invite à nouveau* le Fonds pour l'environnement mondial à envisager d'augmenter les ressources affectées au domaine d'intervention concernant la dégradation des sols lors des prochaines reconstitutions des ressources;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée « Développement durable », la question subsidiaire intitulée « Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique »;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.
